COMITE SYNDICAL DU 28 MAI 2014

Procès-verbal synthétique

L'an deux mille quatorze, le vingt-huit mai à 17h30, le Comité syndical du syndicat mixte Somme Numérique légalement convoqué le vingt et un mai 2014, s'est réuni au siège du Conseil général de la Somme – Hôtel des Feuillants à Amiens :

	Présents	14	DERRIEN Yves	28	PAYEN Jean-Dominique
1	ALEXANDRE Isabelle	15	DORION Anne-Marie	29	PILOT Paul
2	BLONDELLE Jean-Marie	16	DUBOIS Daniel	30	PRUD'HOMME Christian
3	BOURGOIS Jean-Yves	17	DURIEUX François	31	RICHEZ Gérard
4	BOUTROY Rémi	18	HAUSSOULIER Stéphane	32	RODINGER Florence
5	BRUNEL Stéphane	19	JARDE Olivier	33	ROUILLARD François
6	CANDELA Ernest	20	LEBLANC Jean-Marie	34	TETU Jean-Pierre
7	CARON Gérard	21	LECLABART Jean Claude	35	THIBAUT Bruno
8	CHEVAL Philippe	22	LEFEBVRE Julien	36	THIEBAUT Bénédicte
9	DAVERGNE Bernard	23	LELEU Jean-Claude	37	VERRIER Annie
10	DEBEUGNY François	24	LETALLE Patrice	38	WATELAIN Michel
11	DEFLESSELLE Claude	25	LORIC Jean-Christophe	39	de WAZIERS Isabelle
12	DEMAILLY Myriam	26	MANABLE Christian		
13	DEMARCY Denis	27	MAQUET Emmanuel		

Excusés	
1	DOMISE Martin
2	KOCK Brigitte
3	LECOMTE Frédéric
4	SOMON Laurent

La séance est présidée par M. Bernard DAVERGNE, doyen d'âge de l'assemblée, pour l'ouverture et le vote de la première délibération.

QUORUM. Le quorum est constaté par la présence de 22 délégués sur un total de 43.

Pouvoirs de Frédéric LECOMTE à Jean-Dominique PAYEN

de Laurent SOMON à Ernest CANDELA

de Brigitte KOCH à Anne-Marie DORION

de Martin DOMISE à Florence RODINGER

Désignation du secrétaire de séance : Julien LEFEBVRE, en tant que benjamin de l'assemblée

En préambule, Monsieur DAVERGNE rappelle la composition du Comité syndical et la répartition des voix en référence à l'article 7 des statuts du syndicat mixte :

- le Département de la Somme désigne 6 délégués qui disposent chacun de 6 voix
- Amiens Métropole désigne 6 délégués qui disposent chacun de 6 voix
- Les EPCI de plus de 25 000 habitants désignent 2 délégués qui disposent chacun d'une voix
- Les EPCI de moins de 25 000 habitants désignent 1 délégué qui dispose d'une voix.

Les statuts ne prévoient pas la désignation de suppléant.

Tenant compte de ces éléments, nous comptabilisons 103 voix pour la totalité des délégués habilités à voter pour cette séance.

Bernard DAVERGNE souhaite également souligner à titre liminaire une incohérence dans les statuts concernant la désignation des vice-présidents. En effet, l'article 8 stipule que leur nombre ne peut excéder 30% de l'effectif du Comité syndical. Or, l'article 9 prévoit que le Bureau est composé de 9 membres dont le Président et les vice-présidents, ce qui limite de fait à un maximum de 8 vice-présidents.

Monsieur DAVERGNE annonce que la présence de 39 délégués et les pouvoirs donnés par les 4 délégués excusés combinent la totalité des 103 voix.

I – PRESENTATION DE L'ACTIVITE DE SOMME NUMERIQUE

En préambule de l'ordre du jour, le Directeur fait une présentation rapide de l'activité du syndicat mixte, en particulier pour les nouveaux élus.

II - PROJETS DE DELIBERATIONS

01 – ELECTION DU PRESIDENT

Bernard DAVERGNE rappelle les termes de l'article 10 des STATUTS, « le Président est élu par le Comité Syndical au scrutin uninominal parmi les délégués. La majorité absolue est requise aux deux premiers tours et la majorité simple au troisième. Son mandat cesse à chaque élection générale municipale ou cantonale. Le Comité Syndical procède alors à une nouvelle élection.

Le président est l'exécutif du syndicat mixte. A ce titre, il prépare et exécute les délibérations du comité et du bureau, dirige les débats, contrôle les votes, ordonne les dépenses, prescrit l'exécution des recettes, signe les marchés et contrats, assure l'administration générale, est chargé de la gestion du personnel. A ce titre, il procède aux nominations, aux promotions et aux révocations. (...) »

Il donne la parole à Christian MANABLE qui souhaite s'exprimer au nom du Conseil général de la Somme sur les enjeux de la future présidence de Somme Numérique. Il indique sa préférence pour une présidence assurée par le représentant d'une communauté de communes, compte tenu de l'importance du projet de Somme Numérique pour les territoires ruraux et de l'importance du soutien financier assuré par le Département de la Somme.

Deux candidats se sont déclarés :

- Jean-Claude LECLABART, président de la communauté de communes du Val de Noye, maire de La Faloise
- Olivier JARDE, vice-président d'Amiens Métropole et Conseiller général, siégeant à Somme Numérique en cette dernière qualité.

Monsieur Jean-Claude LECLABART présente sa candidature au nom du monde rural, dans un objectif de réalisation aussi rapide que possible de la mise en œuvre du Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN). Saluant le travail de son prédécesseur, Jean-François VASSEUR, il a souhaité que Somme Numérique soit davantage à l'écoute des acteurs de

terrain et plus proche des préoccupations locales. Jean-Claude LECLABART insiste sur l'ensemble des services que l'aménagement numérique doit permettre d'apporter dans nos territoires, au bénéfice de leur activité et de leur attractivité.

Monsieur Olivier JARDÉ présente sa candidature hors des problématiques politiques droite/gauche, dans la continuité des présidences toujours assurées par Amiens Métropole depuis la création du syndicat mixte en 1998. Il insiste sur trois problématiques qui guideraient son action : la rapidité de mise en œuvre du schéma d'aménagement numérique, la mutualisation et le souci du financement des opérations dans un contexte de désengagement de l'Etat et d'affaiblissement des collectivités.

L'intervention de M. LECLABART est jointe au présent procès-verbal.

En complément sur les enjeux de financement des projets de Somme Numérique, Monsieur Daniel DUBOIS, Sénateur, Conseiller Général et Président de la communauté de communes du Haut Clocher, a insisté sur la problématique nationale d'alimentation du Fonds d'Aménagement Numérique du Territoire via une taxe sur les communications électroniques.

Ne souhaitant pas poursuivre les débats, M. DAVERGNE indique les modalités d'organisation de l'élection du Président au scrutin secret et désigne les 2 assesseurs ; Isabelle ALEXANDRE et Stéphane BRUNEL. Pour être élu au 1^{er} tour, un candidat doit obtenir la majorité absolue, soit 52 voix.

Après le dépouillement, M. DAVERGNE annonce le résultat :

Olivier JARDE : 37 voix
Jean-Claude LECLABART : 65 voix
Vote blanc : 1

Ainsi, M. Jean-Claude LECLABART est élu Président du syndicat mixte Somme Numérique.

Adoptée à la majorité des voix

Monsieur DAVERGNE cède la présidence de la séance à Monsieur LECLABART.

Avant de poursuivre l'ordre du jour, Jean-Claude LECLABART remercie les délégués pour leur confiance (discours de remerciement ci-joint).

02 - ELECTION DES VICE-PRESIDENTS

Selon l'article 8 des statuts, le Comité syndical « peut élire un ou plusieurs vice-présidents, le nombre de vice-présidents étant librement déterminé par le Comité syndical, sans que ce nombre puisse excéder 30% de l'effectif de celui-ci. »

Le Comité syndical avait désigné en 2011, 3 vice-présidents.

Le Président propose au Comité syndical de désigner de nouveau 3 vice-présidents représentant chacun le Conseil général, Amiens Métropole et les communautés de communes, en précisant les délégations : réseau, services et prospective/veille numérique.

Sur proposition du Président, les membres du Comité syndical acceptent une suspension de séance afin de déterminer dans chaque groupe qui souhaite se présenter.

Au retour de l'ensemble des délégués, le Président rouvre la séance.

Somme Numérique

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical valident la proposition du Président de désigner 3 vice-présidents et décident à l'unanimité de procéder à une élection à main levée.

Pour l'élection du 1^{er} vice-président chargé de suivre les projets du réseau et la mise en œuvre du SDTAN, Monsieur Jean-Pierre TETU propose sa candidature en tant que représentant du Conseil général.

Il obtient l'unanimité des voix.

Pour l'élection du 2^e vice-président délégué aux usages et services, Monsieur Jean-Yves BOURGOIS propose sa candidature en tant que représentant d'Amiens Métropole.

Il obtient l'unanimité des voix.

Pour l'élection du 3^e vice-président chargé de la prospective et la veille numérique, Monsieur Stéphane HAUSSOULIER propose sa candidature en tant que représentant des communautés de communes.

Il obtient l'unanimité des voix.

Les vice-présidents de Somme Numérique sont Jean-Pierre TETU, Jean-Yves BOURGOIS et Stéphane HAUSSOULIER.

Adoptée à l'unanimité

03 - ELECTION DES MEMBRES DU BUREAU

L'article 9 des statuts stipule que le Comité Syndical élit en son sein un Bureau de 9 représentants, dont le Président et les vice-présidents, composé de 3 représentants du Département de la Somme, 3 représentants de la communauté d'agglomération Amiens Métropole et 3 représentants des communautés de communes.

Suite au renouvellement du Comité syndical et à l'élection du Président et des vice-présidents, il convient de modifier la composition du BUREAU de Somme Numérique.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical décident à l'unanimité de procéder à une élection à main levée pour désigner les membres du Bureau restants, le Président et les vice-présidents étant membres d'office.

Pour compléter les représentants d'Amiens Métropole, Ernest CANDELA et Annie VERRIER proposent leur candidature.

Pour compléter les représentants du Conseil général, Bernard DAVERGNE et Christian MANABLE.

Pour compléter les représentants des communautés de communes, Patrice LETALLE propose sa candidature.

Ces candidats obtiennent l'unanimité des voix.

Le BUREAU de Somme Numérique est composé des élus suivants :

Amiens Métropole	Département de la Somme	Communautés de communes
1 – Jean-Yves BOURGOIS	1 – Jean-Pierre TETU	1 – Jean-Claude LECLABART
2 – Ernest CANDELA	2 – Bernard DAVERGNE	2 – Stéphane HAUSSOULIER
3 – Annie VERRIER	3 – Christian MANABLE	3 – Patrice LETALLE

Le quorum est constitué par la présence de 4 membres et du Président.

Adoptée à l'unanimité

Le Code des Marchés Publics – Section II – Article 22. 5° indique

I. - Pour les collectivités territoriales et les établissements publics locaux, sont constituées une ou plusieurs commissions d'appel d'offres à caractère permanent. Une commission spécifique peut aussi être constituée pour la passation d'un marché déterminé. Ces commissions d'appel d'offres sont composées des membres suivants :

1° (...)

2° Lorsqu'il s'agit d'un département, le président du conseil général ou son représentant, président, et cinq membres du conseil élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;

Lorsqu'il s'agit d'un EPCI ou d'un syndicat mixte, la commission comprend le président de cet établissement ou de ce syndicat ou son représentant, et un nombre de membres égal à celui prévu pour la composition de la commission de la collectivité au nombre d'habitants le plus élevé, élus, en son sein, par l'assemblée délibérante de l'établissement ou du syndicat.

II. - Dans tous les cas énumérés ci-dessus, il est procédé, selon les mêmes modalités, à la désignation ou à l'élection de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires.

La Commission d'Appel d'Offres est chargée d'examiner les résultats de l'analyse des offres des marchés et accord-cadre en procédure formalisée, en vue de l'attribution qui sera ensuite validée par les membres du Bureau.

L'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel, selon le mode de la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Une seule liste de titulaires et suppléants propose sa candidature pour siéger à la Commission d'Appel d'Offres du syndicat mixte aux côtés du Président :

Membres titulaires	Membres suppléants
Le Président	
1 – Jean-Pierre TETU	1 – Paul PILOT
2 – Christian MANABLE	2 – Bernard DAVERGNE
3 – Ernest CANDELA	3 – Annie VERRIER
4 – Martin DOMISE	4 – Jean-Christophe LORIC
5 – Claude DEFLESSELLE	5 – François ROUILLARD

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical élisent à l'unanimité la liste proposée.

Le quorum est constitué par la présence de 3 membres et du président qui est obligatoirement membre de la CAO ou son représentant. Les membres suppléants peuvent remplacer tout membre titulaire absent.

Adoptée à l'unanimité

05 - COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICES PUBLICS

La Commission de DSP intervient à diverses étapes dans la procédure de choix du délégataire mais également en cas de projet d'avenant à la convention de DSP entraînant une augmentation du montant global supérieure à 5%. L'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel, selon le mode de la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Une seule liste de titulaires et suppléants propose sa candidature pour siéger à la Commission de Délégation de Service Public du syndicat mixte aux côtés du Président :

Membres titulaires	Membres suppléants
Le Président	
1 – Jean-Pierre TETU	1 – Christian MANABLE
2 – Stéphane BRUNEL	2 – Bernard DAVERGNE
3 – Ernest CANDELA	3 – Annie VERRIER
4 – Martin DOMISE	4 – Jean-Christophe LORIC
5 – Bénédicte THIEBAUT	5 – Stéphane HAUSSOULIER

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical élisent à l'unanimité la liste proposée.

Adoptée à l'unanimité

L'ensemble des débats étant clos, la séance est levée à 19h40